

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 5/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM
ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 Biesheim

Références : 0006700469_2024_07_17_CONSTELLIUM_BIESHEIM_VIIC-PFAS
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

CONSTELLIUM est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurales. CONSTELLIUM compte près de

12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Le site est soumis est autorisé par l'arrêté préfectoral (codificatif) du 21 juillet 2022 à exploiter un ensemble d'ICPE qui concourent à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

Thèmes de l'inspection : Action Nationale 2024 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois et 6 mois
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Adaptation du programme de surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle sur site l'Inspection a mis en évidence la non-conformité suivante :

- Les prélèvements réalisés par le prestataire de mesure pour le compte de l'exploitant n'ont pas été proportionnés au débit pour les points de rejets des stations : LAC, FT1-DG5 et FT3.

Compte tenu de la nature de l'écart constaté, des engagements formels pris par l'exploitant afin de se mettre en conformité vis-à-vis de la prescription, et de l'absence d'effet direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'Inspection ne considère pas en l'état, proportionné de faire application des suites prévues par l'article L.171-8.

Il apparaît par ailleurs nécessaire de demander à l'exploitant de transmettre un ensemble de justificatif dans le but de pouvoir confirmer que la liste des substances PFAS susceptibles d'être émises ont bien été identifiées par l'exploitant dans le cadre des investigations réalisées via l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Ainsi la formalisation d'un plan d'action est demandée sous 1 mois, pour une transmission des éléments justificatifs manquants sous un maximum de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} , établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Afin de pouvoir établir la liste requise par la prescription l'exploitant a procédé en plusieurs étapes : 1) D'après les éléments explicités par ce dernier, pour identifier les PFAS présents dans ses produits, il a tout d'abord initié une recherche de présence de ces molécules dans les Fiches de Données Sécurité des produits utilisés sur son site. Aucune fiche de données sécurité ne signalait la présence de PFAS. Ces déclarations ont pu être confirmées par un contrôle par échantillonnage de certaines des FDS des produits susceptibles d'être présents sur site tel que : les Vernis RH262 et RH148, ou les émulseurs UNISERAL AF22 (anciennement utilisés sur site mais toujours constatés présent en bidon de 20 litres dans le camion d'intervention des services de secours du site), et Bioex ECOPOL (émulseur notamment utilisé pour les installations mobiles d'extinction). Il est à noter que, bien que l'émulseur UNISERAL AF22 soit indiqué dans sa fiche technique comme un émulseur fluorosynthétique, aucune présence explicite de molécules PFAS n'est mentionné dans les documents fournis par le fabricant, et mis à disposition de l'inspection. 2) Au-delà de cette démarche, l'exploitant a sollicité l'ensemble de ses fournisseurs afin que ces derniers certifient par écrit l'absence ou la présence de PFAS dans les produits fournis (et dans le cas de présence les PFAS concernés avec leur numéro CAS associé). L'exploitant a ainsi établi un fichier récapitulatif des réponses des fournisseurs (fournit à l'Inspection en amont du contrôle). Concernant les PFAS issues de la liste du retour fournisseur, il ressort 5 produits contenant des PFAS : Vernis RH106, RH342, RH130 et RH148 et le SOLVERT 70 (ce dernier produit étant encore stocké mais plus acheté par l'exploitant et substitué par un produit sans PFAS). Dans ces produits seul les deux vernis RH 130 et RH148 contiennent de l'acide perfluorooctanoïque (n° CAS 335-67-1) qui est inclus dans la liste des 20 PFAS de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Du PTFE (n°CAS 9002-84-0) est présent dans 3 des 5 produits mentionnés ci-avant. Cette molécule n'est pas listée dans l'article 3 précité, et n'a de fait pas fait l'objet d'analyse de la part de l'exploitant dans le cadre des 3 campagnes de mesure imposées par l'article 2 de l'arrêté du 20 juin 2023. De la même manière pour le (1E)-1,3,3,3-Tétrafluoro-1-propène (n°CAS 29118-24-9) présent dans le produit substitué infine. Il est à noter que l'exploitant est toujours en attente des éléments en provenance du fournisseur d'émulseur UNISERAL AF22. L'analyse de ces éléments montre le caractère non exhaustif des informations contenues dans les FDS puisque certaines FDS étudiées, montraient qu'aucune mention aux PFAS n'était présente, avec pour autant la confirmation de leur présence par le fournisseur du produit. Il est également à noter que les campagnes réalisées sur les rejets aqueux du site, ont mis en évidence : <ul style="list-style-type: none">la présence d'AOF sur le rejet RRE et les rejets des stations BREF, FT3, DG5 FT1 et LàC. Aucun AOF n'a été quantifié sur les eaux issues des pompages amonts PU1, PU4, et PU7,l'absence de quantification des 20 PFAS pour les points de rejets RRE, BREF, DG5 FT1 et

LàC,

- la présence d'un PFAS sur une campagne de mesure sur le point de rejet FT3. Le PFAS quantifié est l'acide perfluorooctane sulfonique (PFOS n°CAS 1763-23-1) pour une concentration de 0,4µg/l,
- la présence de 4 PFAS dans les eaux amont du site (pompage eaux souterraines PU1) : PFHxA n°CAS 307-24-4 (concentration de 0,015µg/l), PFOA n°CAS 335-67-1 (concentration de 0,033µg/l), PFHxS n°CAS 355-46-4 (concentration de 0,027µg/l), et PFOS n°CAS 1763-23-1 (concentration de 0,036µg/l).

Compte tenu de ces éléments et de l'apparition de PFAS non identifiés initialement dans les produits, l'exploitant a également cherché à compléter la connaissance de ses produits en demandant la réalisation d'analyses de recherche des PFAS dans les produits. Selon ses déclarations, les laboratoires consultés n'ont pas donné suite à la demande. Pour des raisons d'adéquation de matériel. Ainsi selon ses éléments les laboratoires sont capables de faire des mesures de PFAS sur des effluents mais pas sur des produits pur ou dilué.

3) A l'éclairage des éléments collectés, l'exploitant a décidé de réaliser une campagne de mesure complémentaire sur le mois d'avril 2024 avec :

- un abaissement de la Limite de Quantification de 0,1µg/l à 0,01µg/l, afin de pouvoir éventuellement quantifier certains PFAS présents dans les produits entrant, mais non quantifié jusqu'alors,
- des mesures sur les eaux entrantes de la station de traitement FT1 DG5 présentant des concentrations aval en AOF importantes mais sans PFAS identifiés lors des 3 premières campagnes,
- des mesures sur deux puits d'alimentation PU4 et PU7.

Compte tenu des résultats obtenus pour la station de rejet LàC (uniquement quantification de 2,2 µg/l d'AOF sur une campagne de mesure), l'exploitant avait choisi de ne pas mener d'investigation complémentaire sur ce point de rejet.

Les résultats de cette campagne de mesure complémentaire mettent en évidence :

- la présence d'AOF sur les rejets des stations BREF, FT3, DG5 FT1 et LàC. Aucun AOF n'a été quantifié sur les eaux issues des pompages amonts PU1, PU4, et PU7,
- la présence du PFOS (n°CAS 1763-23-1) sur le rejet RRE (0,013µg/l), sur l'entrée de la station FT3 (0,146µg/l), rien en sortie station FT3, et conjointement sur les eaux amont du puits PU4 (0,011µg/l),
- la présence du PFBS (n°CAS 375-73-5) sur le rejet FT1 DG5 (0,03µg/l), et conjointement sur les eaux amont du puits PU7 (0,011µg/l),
- la présence du PFOA (n°CAS 335-67-1) sur l'entrée station FT3 (0,019µg/l) mais rien en sortie.

La réalisation de cette campagne complémentaire montre :

- qu'un lien peut exister entre les eaux amont du site et les rejets en eaux des installations. Cependant par manque d'exhaustivité dans ses recherches (mesures sur une partie des puits d'alimentation) et absence de bilan de manière l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer quantitativement que la présence en PFAS dans ses rejets a pour origine les eaux d'alimentation du site,
- la station FT3 possède une capacité d'abattement des PFAS compte tenu de la présence de ces molécules en entrée station, et l'absence en sortie. Ces éléments sont confirmés par les constats réalisés sur site, montrant l'existence dans le procédé de traitement des eaux du procédé FT3 d'un dispositif type charbon actif (à l'instar de la station DG5-FT1). Ces dispositifs possèdent des capacités de traitement vis-à-vis des molécules PFAS permettant d'expliquer ces abattements constatés par la mesure,
- les proportions en AOF sont élevées vis-à-vis des quantités de PFAS mesurées en l'état. L'exploitant ne peut exclure fermement que ces AOF ont pour origine d'autres PFAS (tel que le que PTFE présent dans certains procédés (FT3/DG5) qui se dégrade en présence de fluor et dérivés fluorés, mais il est également envisageable que le fluor engagé (via l'acide fluorhydrique notamment) dans le procédé de fabrication se combine par fluoration (par

addition électrophile par exemple, voir substitution nucléophile) à des molécules organiques présentes pour former des molécules organiques fluorés absorbables mesurées dans le paramètre AOF.

Cependant à ce stade la démarche engagée par l'exploitant ne lui permet pas :

- de corrélér efficacement, et de manière certaine la présence de PFAS dans les eaux amonts du site avec ses rejets, ou encore la présence de PFAS dans les produits engagés avec les rejets en PFAS ou AOF,
- de démontrer que le paramètre AOF mesuré en grande quantité dans certain rejets, est uniquement issu des eaux amonts, ou issu de molécules organiques n'appartenant pas à la famille des PFAS,
- de caractériser les liens entre les molécules PFAS identifiées dans ses matières premières et celles quantifiées dans ses rejets,
- d'établir l'absence de contribution en PFAS des matériaux (d'étanchéité notamment) présents dans ses procédés de fabrication tel que le PTFE et soumis à la dégradation via la nature des produits mis en œuvre (produits corrosifs ou encore fluorés).

Ainsi l'Inspection considère qu'elle ne peut pas statuer en l'état sur la conformité de la prescription contrôlée, quant à la réalisation d'une liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de compléter ses investigations autant que faire se peut afin de pouvoir établir la liste requise de manière argumentée (techniquement et quantitativement).

Il est ainsi demandé à ce dernier qu'il fournisse **sous un délai de 1 mois** son plan de recherche formalisé, et qu'il transmette **sous 6 mois** les éléments permettant de justifier qu'il répond favorablement à la prescription contrôlée.

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

[...]

Constats :

Les différentes campagnes de mesure ont été réalisées sur les points suivants :

- rejets station de traitement FT1-DG5 (traitement de surface FT1-DG5),
- rejets station de traitement FT3 (traitement de surface FT3),
- rejets station de traitement BREF (Effluents issus du procédé de traitement à l'eau des fumées de la Fonderie),
- rejets station de traitement LAC (Cassage des huiles, ultrafiltration du laminoir à chaud),
- rejets RRE (rejets eaux de refroidissement du site et eaux pluviales).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : [...] Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]
Constats : Le contrôle des documents fournis par l'exploitant en amont du contrôle : <ul style="list-style-type: none">• Accréditation IRH Technique rev 1 - IRH 1-7208,• 1-0685 - attestation COFRAC EHE,• 23_12 Rapport-ALSP230473-896-R1-Constellium PFAS-Décembre 2023,• 24_01 Rapport-ALSP230473-20-R0-Constellium PFAS-Janvier 2024,• 24_02 Rapport-ALSP230473-086-R0-Constellium PFAS-Février 2024, montre que la prescription contrôlée a été appliquée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. [...]
Constats : Concernant le caractère représentatif des échantillons constitués. Un contrôle par échantillonnage a été réalisé par l'Inspection pour les points de rejet des stations BREF et FT1-DG5. Les débits mentionnés sur les 3 rapports des campagnes de mesure PFAS, les débits moyens issus de ces installations contrôlés via l'autosurveillance du site sur l'année 2024, et les relevés réalisés le jour du contrôle montrent que les éléments sont cohérents entre eux, et amènent l'Inspection à conclure que les échantillons ont été constitués sur des périodes de rejets représentatives des activités des installations. Concernant la dilution avec d'autres effluents avant les prélèvements. Les constats des points de prélèvements sur site pour les rejets BREF, FT1-DG5, FT3 et LAC et l'analyse des schémas de fonctionnement des différentes installations présentés par les exploitants sur site, amène l'Inspection à conclure que tel que contrôlé, les prélèvements sont constitués sans dilution

<p>préalable avec d'autres effluents.</p> <p>Le contrôle des 3 rapports de prélèvements mentionnés dans le point précédent indique que les campagnes ont été réalisées sur 24 heures.</p> <p>En revanche le contrôle de ces rapports et les constats réalisés sur site montrent que les prélèvements n'ont pas été réalisés proportionnellement au débit pour les rejets FT1-DG5, FT3, et LAC (contrairement au point de rejet BREF). Hormis l'absence de dispositif prévu pour réaliser ces prélèvements proportionnés au débit aucune justification n'a été donnée par l'exploitant quant à l'usage d'un asservissement au temps en lieu et place de l'asservissement au débit.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification pour les trois campagnes d'analyses pour les AOF et PFAS sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats des campagnes d'analyses, en application des dispositions des Arrêtés Ministériel des 20 juin 2023 et 28 avril 2014 susmentionnés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Adaptation du programme de surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.1.1
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Autosurveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en oeuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.</p>
<p>Constats : Pour application de cette prescription, et en lien avec les quantités mesurées lors des différentes campagnes de mesures réalisées, l'exploitant proposait en amont du contrôle de mettre en œuvre le programme de surveillance suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une campagne annuelle de mesure sur les 5 points de rejets aqueux industriels de l'établissement, avec un puits en amont sur les paramètres AOF et des 20 PFAS, • une campagne annuelle sur les piézomètres aval aux installations sur les paramètres AOF et les 20 PFAS. <p>Lors des échanges en salle, l'exploitant s'est positionné pour une surveillance intégrant notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une campagne annuelle sur les piézomètres aval aux installations sur les paramètres AOF et les 20 PFAS, • une campagne annuelle de mesure sur les points de rejets aqueux industriels de l'établissement suivants : BREF, FT1-DG5 (amont et aval), FT3, rejet final au Rhin (regroupant les points de rejets BREF, LAC, FT1-DG5 et FT3), avec plusieurs puits en amont sur les paramètres AOF et des 20 PFAS. <p>En l'état ces propositions n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection. Le cas échéant, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé par l'Inspection afin de spécifier les attendus en matière de surveillance des émissions du site en AOF et PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de répondre à la prescription contrôlée et sans préjudice de dispositions réglementaires prises postérieurement, il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre sous sa responsabilité un programme d'autosurveillance adapté aux émissions potentielles de ses installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite